

10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUÉSANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace)..... 50 cent.
RÉCLAMES (— d' —) 3^e page..... 1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le
Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Touchons-nous à l'heure de l'expiation ? On l'affirme. L'affirmation ne date pas d'aujourd'hui. Cela finira par être vrai !... Mais la grande presse est inquiète !... La situation dans l'est et notre attitude là-bas justifient l'inquiétude. Remplaçons l'idéologie par une politique qui garantisse, enfin, la paix et l'avenir. — Un acquittement choquant.

Nous approchons de l'heure où un traité mettra fin à l'horrible conflit. On nous l'affirme. On l'affirme depuis si longtemps que la nouvelle finira par être vraie. Mais il semble bien, en dépit des efforts certains de Clemenceau qu'on nous prépare une paix qui ne ressemblera que de très loin à celle que les vainqueurs étaient en droit d'attendre. C'est un résultat qui sera l'œuvre de nos bolchevistes, qui rêvent uniquement de ressusciter l'Internationale et aussi l'œuvre de nos Alliés, qui se préoccupent moins de l'avenir que de la reprise rapide d'un commerce rémunérateur avec les Centraux.

Sur ce point, nous ne saurions nous en tenir à une opinion personnelle, sans autorité, mais c'est l'avis de tous les grands témoins de la presse et ceci est plus impressionnant.

Le « Temps », les « Débats », « l'Echo de Paris »,... d'autres encore jettent le cri d'alarme. Cette unanimité est un indice certain que nos Alliés nous contraignent à des concessions qui ne seront pas sans danger pour la France. On oublie trop, à Londres ou à Washington, que notre pays doit rester le rempart de la civilisation opposé à la future dévastatrice du Boche.

« L'Angleterre », écrit Pétain de l'Echo de Paris, veut revenir à son foyer et ne s'occuper du reste de l'univers que pour acheter et vendre au meilleur compte, Manchester, qui s'y connaît, assure qu'il n'est pas de meilleur moyen de servir l'humanité, tout en faisant ses affaires. Et l'Amérique dont c'est la première intervention européenne ne suit pas le mouvement, mais le précède.

« On comprend ainsi la politique vers laquelle on incline tant à Londres qu'à Washington. Le moins d'engagements possibles. Les mains les plus libres ! Une gélantineuse Ligue des Nations substituée à des alliances solides ! Et, comme couronne, l'idée facile et commode qu'à négocier la paix avec l'Allemagne au lieu de la lui imposer, on étendra jusqu'au désir de la revanche dans le cœur de l'ennemi ! »

C'est une terrible erreur qui nous mène à un cruel réveil pour l'avenir. Le malheur est que cette politique est puissamment secondée, chez nous, par les Renaudet et autres Brizon qui ne veulent pas d'intervention à l'est de l'Allemagne. Et aussitôt le gouvernement de s'incliner. Nous aidons la Pologne, la Roumanie par des envois d'armes et de munitions, mais nous ramènerons nos troupes d'Orient qui ne seront pas remplacées. Certes, nous ne demandons pas que la guerre reprenne dans l'Est, mais il apparaît pourtant qu'il est dangereux de la terminer avant d'avoir garanti la victoire. Et notre confrère des Débats fait ressortir, avec infiniment d'à propos, le danger d'une pareille attitude :

« Est-ce que nous allons observer comme un dogme la politique de non-intervention en Europe pendant que nous sommes encore en guerre ? Quoi ! Alors que nous sommes entièrement dégagés du côté du Rhin et que nos victoires nous permettent de porter nos troupes sur les points les plus sensibles des territoires ennemis, nous renoncions à envoyer des effectifs sur ces points au moment qu'il faudrait pour vaincre les suprêmes résistances ! Parce qu'il plairait à l'Allemagne de transporter le théâtre de la guerre sur les confins de la Pologne, de la Hongrie ou de la Roumanie, nous ne la poursuivons pas sur ce terrain et nous lui laisserions les mains libres pour faire étrangler nos amis par les mains des bolcheviks ! Se trouve-t-il parmi les Dix ou les Quatre, des hommes qui croient en conscience qu'il suffira de paraphraser des papiers au quai d'Or-

say pour terminer les hostilités et faire rendre gorge aux ennemis ? Il est criminel de laisser croire aux peuples que le recours aux armes est définitivement écarté et que chacun n'a plus qu'à rentrer chez soi. Nous perdrons finalement la guerre si nous négligeons l'emploi de la force pour assurer l'exécution de nos justes conditions. Nous provoquerons des mouvements populaires d'une portée incalculable si nous nous trouvons dans l'obligation de remobiliser les gens qu'on aura renvoyés prématurément dans leurs foyers. »

Voilà la question clairement posée. Il est parfait de reprendre les travaux de la paix, mais encore faut-il rendre cette reprise possible et durable par un traité qui garantisse notre sécurité. Hors de là, rien de définitif ne peut exister. Et c'est précisément en donnant à l'ennemi l'impression que nous voulons en finir au plus vite, coûte que coûte, que nous poussons les Boches à la résistance, que nous encourageons les menées impudentes du bolchevisme.

Une paix ainsi obtenue sera éphémère. « La paix et le travail universels seront remis en question, dit notre confrère, si l'on n'a pas le courage d'envisager en face la situation. »

Tout est là. Nous sommes vainqueurs, c'est entendu ; mais si nous ne mâtons pas les Barbares, si nous ne leur imposons pas des conditions qui les placent, pendant de longs lustres, sous le contrôle des Alliés, si nous leur donnons la possibilité de pactiser avec Lénine et de coloniser la Russie, il n'y en a pas pour vingt ans avant que des millions d'hommes ne soient jetés à nouveau sur la France par un Hohenzollern remonté sur le trône.

Une paix qui permettrait pareil retour serait dès maintenant un vulgaire chiffon de papier.

Serait-ce pour en arriver là que la France a sacrifié un million et demi de ses meilleurs enfants ? Et n'avons-nous pas le droit de parler haut et ferme à nos alliés, dévoués certes, mais qui n'ont pas consenti des sacrifices aussi grands que les nôtres pour sauver la civilisation ?

Le Comité Duplex le dit excellentement :

De tous les pays en guerre, la France a eu à compter le plus de victimes. Elle a déployé un effort sans lequel jamais l'Alliance ne serait venue à bout du monstre. Ses provinces du Nord ont été ravagées plus encore que la Belgique, et peut-être que la Serbie. Elle a supporté tout et n'a jamais failli. On compte les défaites qui se sont produites au front et à l'arrière même ; elles sont insignifiantes mises en face de la somme d'énergie, de courage, de saine valeur et d'endurance déployée par la nation entière.

Et depuis l'armistice, c'est encore la France qui se tient le mieux, qui résiste avec le plus de bonne humeur et de patience à toutes les attaques que la paix n'a pas fait cesser ou a au contraire amenées.

M. Clemenceau a derrière lui un ensemble de forces que ni M. Lloyd George en Angleterre, ni M. Orlando en Italie, ni même M. Wilson en Amérique, ne peuvent compter avoir dans leurs patries respectives. Chez nous, les attaques les plus passionnées de quelques Bolchevistes Kienthalien n'ont pas d'écho comme en Italie. La France ne connaît pas encore les révoltes ouvrières qui risquent de ruiner la vieille Angleterre et le Président de la République ainsi que le Ministre Clemenceau ne sont pas en minorité devant la nation, comme M. Wilson et ses amis le sont devant les Américains.....

Et tout cela malheureusement explique les lenteurs qui se produisent. On s'occupe mal des intérêts généraux dont on a la charge quand il faut penser en même temps — ou d'abord — à ses propres affaires.

Les Bolcheviks sont en Hongrie. Ils espèrent bien atteindre le Rhin après avoir gagné l'Allemagne à leur cause. Ce jour-là ce serait l'effondrement de l'Europe..... en attendant que l'Amérique soit contaminée.

Si Lloyd George et Wilson veulent le triomphe définitif du Droit et de la Justice, ils feront bien de sacrifier leur idéologie à la réalité.

Il n'est que temps.

Un verdict d'acquiescement, qui n'est pas une nouveauté dans les an-

nales du jury, vient d'absoudre un assassin.

Cette décision a surpris le pays. Un assassinat fût-il provoqué par la passion politique, reste un assassinat et, à supposer que les jurés aient voulu tenir compte au coupable de sa longue détention préventive, on ne comprend pas, quand même, la réponse négative. Au point de vue moral le jury a eu un geste détestable.

La presse commente longuement ce verdict. Elle est d'accord pour indiquer que la décision est l'œuvre des amis maladroits de la victime. Personne ne songeait à contester la valeur, le talent, la générosité de l'homme qu'une balle imbécile a supprimé au moment où se déchaînait le conflit. Mais le jury, comme le remarque le rédacteur des Débats, « a eu l'impression qu'on cherchait à faire décerner à l'ancien tribun une sorte d'apothéose, et que le verdict qu'on attendait de lui serait exploité dans un autre intérêt que celui de l'accusation ou de la défense. Certains témoins ont paru moins préoccupés de faire proclamer par la Cour d'assises la culpabilité de Villain que l'infailibilité de Jaurès et de son parti. »

Là est l'erreur. Le jury semble avoir perdu de vue le crime au milieu de la discussion ouverte pour la défense d'un idéal politique.

Les amis de Jaurès, au lieu de laisser la justice suivre son cours, semblent avoir voulu faire œuvre de parti : douze jurés ont rendu un jugement politique au lieu de se prononcer sur le crime.

C'est une faute, une faute imputable en partie aux témoins qui transformèrent la cour d'assises en salle de réunion publique.

Déplorons le verdict choquant, mais souhaitons que l'apaisement se fasse. La mémoire de Jaurès n'est pas atteinte par l'acquiescement ; elle n'aurait rien à gagner à un mouvement de haine qui serait provoqué par les amis du tribunal.

A. C.

INFORMATIONS

L'entente passera outre aux objections allemandes

Les gouvernements alliés et associés paraissent avoir décidé de passer outre aux objections allemandes et d'imposer au besoin par la force, le débarquement des troupes polonaises à Dantzig.

Toutefois cette opération n'impliquerait pas nécessairement dans leur pensée, le rattachement de Dantzig à la Pologne.

En ce qui concerne la question de la frontière polonaise, les gouvernements alliés semblent incliner à créer autour de Dantzig un Etat neutre, de façon à éviter le rattachement de cette partie de la côte, soit à l'Allemagne, soit à la Pologne.

Guillaume machina le crime de Serajevo

On lit dans le « Daily Mail » : M. Georges Creel, ex-président de la Commission américaine de renseignements, vient de publier un résumé de la correspondance secrète du comte Czernin, ancien ministre des affaires étrangères d'Autriche.

On sait que cette correspondance avait été remise à M. Edgard Sisson, employé de M. Creel, par les fonctionnaires du gouvernement de Prague, en janvier dernier.

Il ressort des documents en question que l'Allemagne avait formellement comploté l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. Il semble que Guillaume ait redouté en lui un rival.

Echec de bolcheviks

On mande de Libau, qu'un violent combat, qui a duré pendant deux heures et demie, a eu lieu entre les troupes lettonnes et un régiment bolchevik sur la ligne du chemin de fer entre Mitau et Tockum.

L'ennemi, qui a fait usage de balles dum-dum, a pris la fuite en désordre abandonnant un grand nombre de tués et de blessés. Du côté des lettons, il y a huit morts et vingt-cinq blessés, Kalmzeen et Kemern seraient occupés par les Lettons.

Le communiqué officiel de l'état-

major letton annonce que les troupes nationales et lettones ont pris la ville de Schlock, à 30 kilomètres à l'ouest de Riga, et celle de Kalmzeem.

Dans l'Oural également

Des dépêches d'Omsk au « Times » annoncent que l'encerclement d'Oufa par l'armée de l'amiral Koltchak se complète par de nouvelles victoires dans cette région, et sur tous les points du front de l'Oural, où une avancée de 80 kilomètres a été effectuée. 5.000 prisonniers ont été décomptés jusqu'à maintenant. La nouvelle armée antibolchevik, mobilisée dans la Sibirie occidentale et la Russie orientale, composée de jeunes gens de 20 ans, est devenue une force bien disciplinée.

La flotte Britannique dans la Baltique

Aujourd'hui, le croiseur Cadelon et une flottille de destroyers britanniques ont quitté Christiania, à destination de Copenhague et de la Baltique.

Les journaux présumant qu'ils vont au secours des Esthoniens contre les bolcheviks.

Le croiseur français Montcalm est arrivé à Stavanger.

En Espagne

250 facteurs en grève ont repris le travail. Les grévistes ont été admis jusqu'à lundi matin.

A Barcelone, la tranquillité règne : les propriétaires de journaux ont formé un syndicat et ont décidé de ne pas paraître tant que la censure s'exercera.

L'affaire Humbert-Lenoir-Desouches

Lundi matin ont comparu devant le 3^e conseil de guerre Pierre Lenoir et Guillaume Dessouches, accusés d'intelligences avec l'ennemi dans le but de favoriser ses entreprises » et de « commerce avec l'ennemi », crime puni de mort ; Charles-Humbert, sénateur de la Meuse, accusé de « commerce avec l'ennemi », et le capitaine Ladoux, accusé de « complicité de commerce avec l'ennemi dans l'affaire Lenoir-Desouches » et de détournement de pièces (affaire du cryptogramme), crimes punis d'emprisonnement.

Après l'interrogatoire d'identité des accusés le capitaine Thibaud, greffier donne lecture du rapport dans lequel sont énumérées les charges qui pèsent sur les accusés.

Chambre des Députés

Séance du 30 mars

La Chambre a voté le projet des douzièmes provisoires applicables au 2^e trimestre 1919 par 97 voix contre 71.

Séance du 31 mars

M. Sergent demande à la Chambre de voter le projet modifié par le Sénat relatif à des crédits additionnels. Le projet est adopté.

La Chambre discute un projet déposé par M. de Monzie concernant la titularisation des admissibles aux agrégations de l'enseignement secondaire masculin. M. Lafferre combat le projet dont il demande le renvoi à la Commission. Le renvoi est ordonné.

La Chambre discute le projet des douzièmes provisoires, retour du Sénat.

Le Sénat a voté la disposition de la taxe sur la publicité dans les journaux et de la taxe sur les objets de luxe. La disjonction est prononcée. La taxe de luxe est maintenue. L'ensemble des douzièmes est voté.

Sénat

Séance du 31 mars

Le Sénat discute le projet des douzièmes provisoires. M. Milliès-Lacroix propose de disjoindre la taxe projetée sur la publicité dans les journaux ainsi que les articles relatifs à la taxe de luxe.

L'ensemble des douzièmes est voté.

CHRONIQUE LOCALE

LE FRIGO

Le Frigo est annoncé : il va arriver à Cahors où il est si impatiemment attendu par la population. A dater du 2 avril, il sera mis en vente.

Nous sommes certains que, comme dans toutes les villes où elle est livrée au public, cette viande sera accueillie avec joie à Cahors dont la majorité de la population n'a pas le salaire des boueers de Paris, (18 fr. par jour).

C'est dans ces colonnes, que pour la première fois, il fut parlé de la question de la viande frigorifiée : et lorsque nous en parlâmes, nous pensions bien, que comme toute question qui découle du bon sens, et qui intéresse tout le monde, elle serait rapidement solutionnée.

Tout le monde, en effet, a intérêt à s'approvisionner de viande frigorifiée. Ceux qui reviennent du front, qui, aux armées, en ont mangé, disent qu'elle est excellente. Ceux auxquels des ressources modestes ne permettent pas d'acheter de la viande de boucherie, quand même ils en auraient besoin, seront enchantés d'avoir une alimentation carnée à bon marché.

Mais les malheureux, — hélas ! à Cahors il y en a trop, — vieillards, malades, ne touchant que des secours infimes de sociétés, de bureaux d'assistance, ne diront plus, comme nous avons eu la tristesse de l'entendre maintes fois : « Au prix où est la viande de boucherie, depuis tant de mois, il ne nous a pas été permis de faire un peu de bouillon. » Triste vérité, pénible réalité que les meilleurs volontés, les générosités les plus éprouvées ne pouvaient pas changer !

Et il faut cependant le dire, dans nos petites agglomérations, on ne pouvait rien modifier à cette situation ; peut-être le respect par les bouchers d'une taxe bien faite, aurait pu la rendre moins pénible. Mais, à leur tour, est-ce que les bouchers n'étaient pas obligés d'acheter le bétail à un prix excessif ?

Sur les foirails, la surenchère sévit : tout récemment, on pouvait constater qu'une même paire de bœufs achetée le matin à un propriétaire, avait été le soir revendue 3 fois et chaque fois avec une hausse variant entre 500 et 1.000 francs !

Les acheteurs sont des expéditeurs qui ont ordre d'acheter et d'expédier à l'importe quel prix. Ils ne s'en privent pas. Comment font-ils pour expédier ? C'est là le secret des trafics de wagons, car, alors que ces gens-là trouvent les wagons pour assurer leur expédition, dans les grands centres, les bouchers de notre ville, de notre département sont la plupart du temps obligés d'amener par routes bœufs, veaux et moutons, quand ils peuvent en acheter.

Et puis, cette râle qui est faite sur nos foirails, dans nos fermes est un danger pour la prospérité du cheptel. Si l'on visite un foirail, on peut constater que le bétail amené est très souvent marqué. L'expéditeur a plusieurs agents à sa disposition ; ceux-ci vont dans les fermes, ou les jours de foire, s'installent sur les routes à plusieurs kilomètres du foirail pour attendre l'arrivée des propriétaires conduisant du bétail. C'est dans les fermes, ou sur ces routes que le marché est conclu, que le cours se fait, ce qui dès lors, empêche les bouchers, détaillants modestes de nos régions de s'approvisionner ou les oblige à payer très cher ce qu'ils pensaient obtenir à un prix convenable.

Une association de bouchers de la région du Sud-Ouest réclamait dans l'intérêt du commerce de la boucherie, du consommateur et du cheptel, la fermeture des boucheries pendant plusieurs semaines.

Plusieurs bouchers de notre région nous ont affirmé qu'à leur avis, cette solution serait la meilleure, mais, ajoutent-ils, qu'on empêche les razzias des bestiaux dans les campagnes pendant ce même laps de temps : c'est trop juste.

Alors, le cheptel se reconstituera : le bétail sera à meilleur marché, et les boucheries pourront vendre de la viande à un prix modéré.

Malheureusement, tout cela demande une réglementation sérieuse : il y a longtemps qu'elle aurait dû être faite. Nos législateurs n'y ont pas songé.

Le frigo amènera certainement une baisse de prix dans la viande de boucherie, mais dans quelle proportion si le bétail est toujours râlé par les expéditeurs ?

Le frigo, dans tous les cas, provoquera une économie sérieuse pour les consommateurs. Il est attendu : dès demain il sera vendu à Cahors. Merci à tous ceux qui, en assurant cette vente, ont pris les intérêts de toute la population.

L. B.

Votes de nos députés

Sur la motion relative à l'abrogation de la taxe sur les établissements de luxe, nos députés ont voté : contre. La Chambre a voté l'abrogation par 296 voix contre 172.

Sur l'ensemble du projet de loi portant ouverture des crédits provisoires applicables aux dépenses militaires et exceptionnelles civiles du 2^e trimestre 1919, nos députés ont voté : Pour : M. Bécays.

MM. de Monzie et Malvy, absents. La Chambre a adopté par 397 voix contre 71.

Citation

Notre compatriote Edouard Pinquière, originaire de Cambouillet, du 2^e tirailleurs : « Jeune tirailleur, énergique et brave. Le 4 novembre 1918, a amené sa pièce (canon de 37) en toute première ligne, sous un feu intense d'artillerie et de mitrailleuses. A réduit au silence, à Courtiez, une mitrailleuse qui nous causait des pertes. » Nos félicitations à ce vaillant compatriote.

Promotion

M. Genot, sous-lieutenant au 7^e est promu lieutenant à titre temporaire pour prendre rang du 11 août 1917.

M. Chalimband, sous-lieutenant au 7^e est promu lieutenant à titre temporaire pour prendre rang du 7 septembre 1918.

Mutation

M. Mazzetti, sous-lieutenant de réserve au 7^e d'infanterie passe au 156^e.

Service de santé

MM. Baudru, Gouchan, médecins aides-majors de 2^e classe sont promus au grade de médecin aide-major de 1^{re} classe et affectés à la 17^e région.

Enseignement primaire

Mlle Chassagnette, institutrice au Roc, est nommée à Vigan.

Perception

M. Couladie, percepteur de Gramat, nommé à Sabres (Landes) est maintenu à Gramat, sur sa demande.

M. Mazuc, percepteur de Fumel, nommé à Gramat, est maintenu, sur sa demande, à Fumel.

Administration

M. Marcel Rey, l'excellent sous-préfet de Gourdon, dont nous avons annoncé la nomination de Conseiller de Préfecture de l'Aveyron, n'a pas accepté ces fonctions.

Association des mutilés et réformés

Assemblée générale. — L'Assemblée générale des Mutilés et Réformés, aura lieu le dimanche 6 avril à neuf heures du matin dans une des salles de la Mairie.

Ordre du jour :

La nouvelle loi des pensions. — Union des Mutilés et Anciens Combattants. — Questions diverses.

Banquet. — Le banquet des Mutilés aura lieu le dimanche 6 avril à l'Hôtel de l'Europe. Rendez-vous à l'Hôtel de Ville à midi.

Les retardataires sont invités à adresser immédiatement leur cotisation pour le banquet, 8 francs, au secrétaire M. Laparra à Labéraudie.

Le Président.

LAFITTE.

Les Mutilés qui désirent faire adopter leurs enfants comme pupilles de la nation sont invités à adresser sans délai leur demande à Mme Robinet secrétaire générale des Pupilles à Cahors. Indiquer la situation de famille, les noms et âge des enfants.

